

# Notre politique actuelle d'IDE n'est pas bonne

**C**hine, Inde, Indonésie, Turquie, pour ne citer que ces expériences sont des économies exportatrices de biens et notamment de produits manufacturés et un des moteurs de leur croissance qui fonctionne bien est constitué précisément par ces exportations.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer cela. Ce que nous voulons souligner aujourd'hui c'est le fait que ces économies doivent en grande partie leurs bonnes performances exportatrices à l'accueil, sur leurs sites, d'IDE de plus en plus nombreux et à une stratégie judicieuse de partenariat externe. Dès lors, l'Algérie qui fait face au défi de diversification depuis plus de deux décennies, a-t-elle raison d'appliquer une législation sur les IDE aussi restrictive que celle actuellement en vigueur et peut-elle se permettre de négliger, comme elle le fait, de construire son attractivité ? Dans le domaine des IDE, nous savons que l'Etat algérien a «resserré les boulons». Veut-il se passer des IDE ? Les nouvelles exigences vis-à-vis de ces derniers sont en effet assez contraignantes.

- Balance de devises excédentaire (l'investisseur étranger doit «faire rentrer plus de devises dans le pays qu'il n'en sort»).
- Impôt sur les dividendes.

- Capital détenu à un taux de 51 % au moins par des opérateurs nationaux (même si ce taux est atteint par la réunion d'actionnaires algériens publics et privés).

- Mobilisation du financement de l'IDE sur le marché bancaire algérien. Les commentateurs concluent à une indifférence, sinon carrément à un rejet, des IDE par les pouvoirs publics algériens.

L'observation est certainement exagérée même si elle peut effectivement laisser perplexe quand on connaît la concurrence qui règne entre les pays du Sud pour attirer les IDE, la place que ces IDE occupent dans l'économie mondiale et le rôle qu'ils peuvent jouer dans les pays du Sud qui ont faim d'investis-

sements, de technologie et de savoir-faire.

## Un peu d'histoire

Une première remarque :

Nous avons déjà eu l'occasion de produire l'analyse qui suit. Nous la rappelons pour aider à lire les récentes décisions des autorités algériennes et en évaluer les conséquences en termes de stratégie de croissance et de développement économiques.

Les décennies 60 et 70 ont été marquées comme nous le savons par une hostilité ouverte des firmes multinationales. L'investissement direct étranger (IDE) était perçu comme le vecteur de la pire exploitation que pouvaient subir les travailleurs et les richesses des pays du Sud de la part du capitalisme mondial. Rappelons-nous les théories du «Centre» exploiteur et de la «périphérie» exploitée chères notamment à Samir Amine ou encore celles de «l'échange inégal» d'Emmanuel. Bref, le développement économique ne pouvait être que le «compter-sur-soi» et la stratégie du «self reliance» faisait florès. Depuis les années 80, l'échec des modèles économiques de type soviétique et le triomphe de l'économie de marché ont entraîné un changement d'analyse y compris chez les «experts» et autres spécialistes des économies en développement et la plupart des gouvernements des pays du Sud tendent de plus en plus à faire des IDE une composante de leurs stratégies de développement et des firmes multinationales, des partenaires efficaces pour la diffusion du progrès technique. Leur préoccupation n'est plus de combattre les grandes entreprises internationales mais bien au contraire, celle de savoir comment faire pour attirer leurs investissements sur le territoire ; comment faire de celui-ci un site attractif des IDE. Et les statistiques corroborent cette nouvelle stratégie des pays du Sud. Entre 1986 et 1990, les pays du Sud recevaient

18 % des flux mondiaux d'IDE. En 2001 et 2002, ils en recevaient 25 %. En 2008, près de 30 %. Et ces chiffres sont déplorés par les pays du Sud qui les trouvent insuffisants par rapport à leurs besoins. L'IDE constitue aujourd'hui la principale composante des flux de capitaux en direction des pays en développement. En 1980, l'IDE représentait 6 % du total des entrées de capitaux dans les pays en développement.

En 1990, 25 % et en 2008, 6 %. La crise financière de 1994-1995, la crise financière asiatique de 1997-1998 et bien sûr, un peu plus tôt, la crise de la dette latino-américaine (Brésil) des années 80 ont montré, aux yeux de ces gouvernements du Sud, que les IDE étaient plus stables que les autres formes de flux de capitaux privés (investissements de portefeuille spéculatifs ; prêts bancaires...). Les IDE pour le pays hôte ne sont pas seulement, soulignent les experts, un rapport financier non générateur de dette.

Ils sont aussi un transfert de technologie, un accès à des informations sur les marchés internationaux, une intégration au processus de mondialisation. Ainsi, l'idée selon laquelle les IDE constituent un «paquet» de ressources qui peut agir comme catalyseur de développement pour le pays hôte s'est imposée malgré quelques résistances irréductibles d'anticapitalistes purs et durs. Bien évidemment, il ne faut pas se leurrer : les IDE correspondent et traduisent d'abord les nouvelles stratégies des multinationales dans leur conquête de nouveaux marchés et dans leur recherche de taux de profit les plus élevés possibles : les délocalisations, les processus d'outsourcing, d'externalisation sont d'abord et avant tout des réponses des multinationales à la crise de l'accumulation capitaliste. Mais les IDE peuvent aussi être, aujourd'hui, plus qu'hier, des vecteurs de croissance pour les pays du Sud. Précisons tout de suite : sous certaines conditions. Il faut d'abord que le pays hôte ait une réelle capacité d'ab-

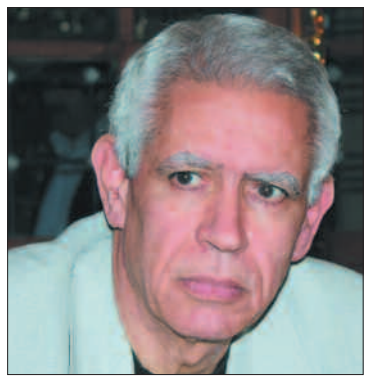
sorption, c'est-à-dire un contexte économique local qui permet de tirer bénéfice de l'IDE. Et les éléments constitutifs de ce contexte favorable concernent en premier lieu le capital humain et pour être plus précis, les niveaux de formation et de qualification des collectifs de producteurs locaux et qui doivent être élevés. Une capacité d'apprentissage locale suffisante est une condition nécessaire pour assimiler localement les technologies introduites par les multinationales. «Lorsque le retard technologique du pays hôte est grand, les multinationales vont opérer dans des enclaves et les retombées sur la productivité des entreprises locales seront bien limitées.»

Pour capter les externalités des IDE, il faut que le pays hôte dispose d'un capital humain et d'infrastructures de base importantes. De plus, l'IDE sous forme de simples filiales de la multinationale, tournée vers le seul marché local, sans connexion avec l'entreprise mère qui, elle, est intégrée aux réseaux mondiaux, diffusera peu d'effets technologiques, managériaux, etc. dont pourrait profiter l'entreprise locale. Le pays hôte doit, ici, mettre en place un cadre réglementaire qui permet la fluidité filiale-maison mère et qui ne doit pas isoler la filiale dans le seul contexte local. Une autre condition, et non des moindres, pour que l'IDE soit utile et efficace pour le pays hôte, est celle qui a trait au climat des affaires local : la corruption, l'absence de législation claire sur la propriété, le non-respect de la concurrence diminuent considérablement l'effet positif de l'IDE sur le pays d'accueil.

Pour résumer, trois observations

1/ Les pays du Sud et parmi eux, ceux qui ont l'ambition de devenir des économies émergentes ont intérêt à attirer sur leurs territoires le maximum d'IDE. Et l'attractivité se construit.

2/ Les IDE n'apportent pas par eux-mêmes et ne contiennent pas en eux-mêmes le développement économique, le progrès technolo-



Par Abdelmadjid Bouzidi  
[abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr](mailto:abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr)

gique et l'amélioration de la productivité de l'économie d'accueil.

Pour tirer bénéfice des IDE, cette dernière doit remplir des prérequis : législation sur la propriété claire et transparente ; lutte déterminée contre la corruption ; formation d'un capital humain local et soutien à la recherche-innovation. Il y aura alors partenariat «win-win» (gagnant-gagnant).

3/ L'IDE ne doit pas être vu comme simple apport de capitaux (ce dont certains pays peuvent se passer à l'image de l'Algérie d'aujourd'hui). L'IDE, c'est le transfert de technologie, c'est l'accès aux marchés extérieurs, c'est l'accès à l'information internationale, c'est l'intégration par le haut à la mondialisation de l'économie. Il faut, bien entendu, y aller mais bien préparé, dans le cadre d'une stratégie appropriée qui répond aux contraintes que vit le pays d'accueil et qui maximise les gains espérés, en sachant bien que les IDE ont aussi un coût pour le pays hôte

Chercher à minimiser ce coût par une législation appropriée, un choix judicieux des investisseurs et une transparence dans les actes de partenariat. C'est cette démarche que doit adopter l'Algérie et non pas celle qui consisterait à tourner le dos aux IDE grisée par une aisance financière toute relative et bien éphémère.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Halte au lynchage de l'ENTV !

Projets de télévisions privées. Le ministre optimiste. Dès 2012, on devrait voir le lancement d'un premier...

... tronçon de chaînes long de 7,4 kilomètres !

Trop, c'est trop ! Je dirais même plus, bezef, c'est bezef ! Cette ruée officielle contre l'encore télévision unique est proprement révoltante. C'est de la hogra caractérisée. Si nous restons là, les bras croisés à ne rien faire, alors, nous allons nous rendre complices d'un lynchage ignoble. Bientôt, des SMS vont pousser le bouchon jusqu'à nous suggérer d'aller brûler le 21 boulevard des Martyrs. Eh bien non ! Dans ces moments d'ignominieuse curée, d'appels au meurtre des journalistes et animateurs de l'ENTV, je dis STOP ! Et j'agite même la plaque de STOP devant le Palais. STOOOOOP ! Pourquoi vous en prendre à un malheureux bâtiment, à une rédaction sans défense ? Pourquoi exiger d'eux aujourd'hui, subitement-tout-à-coup-sans-férir qu'ils se transforment en vraie télé et en professionnels des médias ? C'est de l'exploitation honteuse de personnels jusque-là asservis, mais dans l'autre sens. C'est de l'acharnement contre des gens qui vous ont toujours fidèlement défendus. Ah ! Bande d'ingrats ! Qu'il est facile en 2011 de venir cracher à la figure de vos plus dévoués commis. Avez-vous oublié hier, avant, lorsque le motard déboulait tous gaz dehors à l'ENTV, le conducteur du JT dans sa sacoche, avec ordre pour le présentateur de le lire d'un trait, sans

changer une virgule, jusqu'à la dernière goutte, parfois même cul sec, lorsqu'il s'agissait d'un «communiqué urgent» ? Avez-vous perdu le compte du nombre de journalistes virés du Boulevard au motif qu'ils avaient eu l'outrecuidance d'ouvrir leur édition de 13 heures ou de 20 heures sur la météo, plutôt que sur le président de la République abaissant la manette d'alimentation en électricité de la localité de Chaâbat Edh'lam ? Avez-vous oublié ces caméras postées tôt le matin, les jeudis de présidentielles, devant les bureaux de vote, et auxquelles le Palais interdisait de filmer autre chose que des gens heureux de courir comme des dératés vers les urnes, de capter autre chose que des fat'chates fières d'annoncer qu'elles avaient voté OUI pour le frère Président, le petit père de la nation toujours triomphante ? Avez-vous oublié la célérité avec laquelle les gens de l'ENTV réagissaient à vos coups de fil ordonnant que l'on cassât du manifestant kabyle, un 14 juin 2001, au soir ? Non ! Ce n'est pas ainsi que les hommes agissent. Même les plus ignobles d'entre eux. On ne mord pas comme ça, au sang les mains qui vous ont caressés si longtemps dans le sens du poil et du reste. D'accord, votre survie, ou plutôt votre sursis de vie exige de vous un lifting, sinon, vous risquez de ne plus être là dans un an, trois tout au plus. Mais tout de même ! Ayez au moins l'élégance de préserver vos fidèles d'entre les fidèles. Votre Télé bastion. Même Kadhafi a été plus protecteur avec la sienne de télé ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

CITROËN BERLINGO FIRST  
LA REFERENCE DES UTILITAIRES

PROFITEZ DE LA RENTRÉE AVEC  
LES IMMANQUABLES  
DE CITROËN



[www.citroen-algerie.com](http://www.citroen-algerie.com)  
INFO CLIENT : 021 84 92 94

STOCK DISPONIBLE

à partir de  
**1 235 000 DA\***

\*Photo non contractuelle. Taxes véhicules seuls non incluse.

